

Robert Bourgi espère que «Gbagbo ne restera pas longtemps à La Haye»

L'ex-président ivoirien, Laurent Gbagbo, évoque dans son livre *Pour la vérité et la justice*, qui vient de sortir en France et en Côte d'Ivoire, le rôle de conseiller occulte de l'avocat français Robert Bourgi. L'homme qui en 2011 avait publiquement révélé l'existence de malles d'argent circulant entre les capitales africaines et Paris. Laurent Gbagbo affirme que Robert Bourgi jouait alors un rôle important d'émissaire entre Paris et Abidjan. L'avocat Robert Bourgi a accepté de répondre à l'ancien président ivoirien actuellement détenu à La Haye.

Publié le : 10/07/2014 - 08:43



L'avocat Robert Bourgi devant son domicile parisien le 12 septembre 2011. REUTERS/Gonzalo Fuentes

Par : [Olivier Rogez](#)

RFI : Dans le livre que publient Laurent Gbagbo et le journaliste François Mattéi, vous êtes à nouveau dépeint comme une éminence grise de la FrancAfrique, et selon Laurent Gbagbo, vous auriez tenté de le faire «cracher au bassinet», c'est l'expression employée dans le livre, afin que le président ivoirien participe au financement de la campagne électorale de Jacques Chirac en 2002. Est-ce vrai ?

Robert Bourgi : L'expression « cracher au bassinet » est un peu violente, pardonnez-moi cette expression, un peu vulgaire. A l'époque, rappelez-vous, au mois de septembre 2011 dans une interview au *Journal du dimanche*, j'avais parlé de ce financement de la vie politique française par les chefs d'Etat africains. Et je voudrais profiter de l'occasion que vous m'offrez, pour répéter ce que j'avais dit alors dans une interview au *Figaro*. Je n'ai jamais transporté de malles. J'ai accompagné des émissaires africains auprès du président de la République française de l'époque, Jacques Chirac, et auprès de Dominique de Villepin.

Pour en revenir à cette affaire. Comment cela s'est-il passé ? Lors des rencontres que Laurent Gbagbo avait eues avec Jacques Chirac - à l'Elysée - et Dominique de Villepin - hors Elysée - Dominique de Villepin, dans son langage assez familier avait demandé à Laurent Gbagbo si le moment venu il pouvait aider au bon fonctionnement de l'UMP et aider à la campagne présidentielle de Jacques Chirac. Laurent Gbagbo avait dit oui. Ni Villepin ni Robert Bourgi n'avaient mis de pistolet sur la tempe de Laurent Gbagbo ! Et cela s'est fait très exactement dans un restaurant des bords de Seine.

Le Voltaire ?

Pas Le Voltaire, je rectifie. Cela s'est fait au restaurant Lapérouse, dans un salon particulier à 13h. Dominique de Villepin m'avait dit : « *Robert j'apprécierais de déjeuner en tête à tête avec vous dans un bon restaurant. Laurent Gbagbo apprécie le bon vin, vous aussi* ». Laurent Gbagbo était alors en visite officielle à Paris, il sortait d'un entretien avec Jacques Chirac, et nous nous sommes retrouvés au restaurant Lapérouse, et non pas Voltaire (comme indiqué dans l'ouvrage de Laurent Gbagbo, NDLR). Et c'est là que Dominique de Villepin, assisté de moi, a dit à Laurent : « *Voilà, nous allons vers une campagne électorale, il est de tradition que les chefs d'Etat africains aident les partis politiques français. Là nous sommes au pouvoir. Est-ce qu'éventuellement tu pourrais nous aider ?* ». Et Laurent Gbagbo de lui répondre spontanément : « *Il n'y a pas de problème. Le moment venu tu me le fais savoir et j'enverrai un émissaire* ».

Et lors d'un deuxième voyage officiel de Laurent Gbagbo à Paris - il résidait à l'hôtel Plaza Athénée - une réunion s'est tenue dans la suite présidentielle de Laurent Gbagbo. Il y avait là son ministre des Finances, son directeur de cabinet, Jacques Anouma, ancien président de la Fédération ivoirienne de football. Il y avait aussi l'ambassadeur Eugène Allou, son directeur de protocole et chef de cabinet. Ils avaient réuni la somme de trois millions de dollars.

Donc Laurent Gbagbo a participé à hauteur de 3 millions de dollars au financement de la campagne électorale de Jacques Chirac en 2002 ?

Absolument. Gbagbo ne fait que confirmer ce que j'avais dit en septembre 2011, et la planète médiatique m'était alors tombée dessus ! J'ai même été suspendu de l'ordre des avocats pendant six mois, alors que je n'avais fait que raconter l'histoire ! Je n'ai jamais transporté de valise, je le répète, j'accompagnais des émissaires. Et ce jour-là, les trois millions de dollars ont été réunis dans la suite présidentielle de Laurent Gbagbo au Plaza Athénée, et ils avaient été mis dans un sac publicitaire Austin. Vous savez, la marque de voitures. Et c'est Eugène Allou, directeur du protocole présidentiel - que j'ai personnellement conduit à l'Elysée - qui a remis cette somme à Dominique de Villepin.

Laurent Gbagbo évoque des pressions ou des menaces à peine voilées. Alors qu'un complot, celui de la Mercedes noire avait échoué quelques mois plus tôt, ses interlocuteurs lui auraient laissé entendre que s'il ne participait pas au financement, il aurait peut-être à nouveau des problèmes avec ces comploteurs. Est-ce exact ?

Je démens de la manière la plus catégorique qui soit. Il n'y a jamais eu de pressions sur Laurent Gbagbo.

L'ex-président ivoirien évoque un autre épisode de vos relations et de vos rencontres, cela s'est passé à Rome en septembre 2002. Laurent Gbagbo était en voyage officiel au moment où a éclaté l'insurrection qui a conduit à la partition en deux de la Côte d'Ivoire. Selon lui, vous êtes arrivé dans son hôtel, et il affirme que ce n'était pas un hasard. Est-ce que vous confirmez cette rencontre et pouvez-vous nous dire ce que vous faisiez dans le même hôtel que Laurent Gbagbo à Rome ?

J'étais effectivement dans le même hôtel que Laurent Gbagbo à Rome, c'était l'hôtel Excelsior. Avant de poursuivre, je dois vous avouer qu'au moment où nous parlons, je me considère toujours comme l'ami de Laurent Gbagbo, et ce que j'ai lu m'a profondément peiné. J'étais à l'hôtel Excelsior à Rome à l'invitation de Laurent Gbagbo. Et ce qu'il dit est complètement faux. Est-ce lui qui parle ? Est-ce que c'est Mattéi, le coauteur du livre ? Je l'ignore. Mais Laurent Gbagbo sait très bien que si je me trouvais à l'hôtel Excelsior, c'était à son invitation. Et le dîner qu'évoque Laurent Gbagbo dans son livre n'a pas commencé tant que je n'étais pas à l'hôtel. Et j'étais assis à la droite de Laurent, comme d'habitude.

A ce moment-là, l'insurrection se déclenche à Abidjan, et Laurent Gbagbo affirme que vous lui avez conseillé de se rendre à Paris pour voir Jacques Chirac avant de rentrer à Abidjan. Est-il exact que vous lui avez donné ce conseil et dans quel but ?

C'est totalement faux ! Lorsque nous avons appris qu'il y avait eu une insurrection, nous nous sommes précipités dans la suite de Laurent Gbagbo. J'ai discuté avec lui et il m'a dit : « *Tu te rends compte Bob, ce qui arrive ?* ». J'ai appelé Villepin, il était sept heures et demie du matin, il se rendait à la radio *Europe 1* où il devait être interviewé. Je lui ai dit : « *Que doit faire Laurent ?* ». Il m'a répondu : « *Ecoute dès que j'ai fini l'interview, je lui parle* ». Et ils se sont parlé et Laurent s'est rendu à Abidjan. Je n'ai jamais conseillé à Laurent Gbagbo d'aller à Paris voir Jacques Chirac ou Villepin puisqu'il venait de lui parler.

Laurent Gbagbo laisse entendre qu'à l'époque la position de la France était assez floue, assez incertaine. Il laisse même entendre que d'une certaine façon, Jacques Chirac aurait été content de se débarrasser de lui à la faveur d'un coup d'Etat. Est-ce que vous pensez que cela aurait pu être le cas ?

Pas du tout. Une chose est à préciser. Il est évident que Laurent Gbagbo, structurellement, mentalement, était loin de ce que Jacques Chirac avait l'habitude de côtoyer. Bédié est totalement différent de Gbagbo, Houphouët encore plus. Et j'ai joué un rôle non négligeable pour que Jacques Chirac le reçoive une première fois à l'Elysée. Il l'a reçu, c'était très chaleureux entre eux. Le contact s'est fait immédiatement. Il l'a apprécié. Puis, il l'a reçu une deuxième fois. A cette époque, Laurent Gbagbo était fatigué. Il l'a installé dans un des châteaux de la République en région parisienne. Gbagbo y a passé une dizaine de jours. Aucun chef d'Etat africain n'avait eu ce privilège. Et je vous cite une anecdote. Le président Omar Bongo m'a dit à l'époque : « *Fiston, comment se fait-il que Laurent ait droit à un château. Moi je n'ai jamais eu droit !* ».

Donc vous estimez que Chirac a toujours été franc et honnête avec Laurent Gbagbo ?

Absolument. Je puis vous l'assurer. Il n'a jamais eu...

Aucun rôle dans l'insurrection militaire d'Abidjan ?

Pas du tout. Je puis vous assurer qu'il n'a rien fait qui confirme cela. Le seul reproche que je puisse faire à Chirac et Villepin c'est Marcoussis. Malgré ma proximité avec Jacques Chirac et Dominique de Villepin, je n'ai pas été associé à Marcoussis, car je m'y serais opposé.

Marcoussis qui était considéré par Laurent Gbagbo comme une véritable gifle et un déni de son autorité.

Je le confirme. Je le confirme. Et j'ai eu cette confiance d'Omar Bongo. Je lui ai dit : « *Papa, vous vous rendez compte de ce qu'ils sont en train de faire à Laurent* ». Et il a eu une moue dubitative avant de dire : « *Que veux tu fiston, c'est comme ça ! Mais est-ce que même moi j'approuve ?* ». Mais, je voudrais rappeler à Laurent Gbagbo que trois jours avant son arrivée à Paris, j'ai eu la visite de son homme de confiance Eugène Allou qui était descendu à l'hôtel Meurice. Je lui ai dit : « *J'ai pris connaissance du texte de Marcoussis et j'ai pris connaissance de ce qui se prépare. Cela me révolte. Est-ce que tu pourrais avertir Laurent et lui dire de ne pas venir à Paris. C'est quelque chose d'épouvantable qui va arriver. Car au fond d'eux-mêmes les chefs d'Etat africains pourront se dire : un jour ce sera mon tour. Dis-lui de ne pas venir à Paris* ». Le lendemain, je reçois Eugène Allou et il me dit : « *Ton frère est têtue, il veut venir* ». Laurent est venu et il est arrivé ce qui est arrivé.

C'est-à-dire des accords politiques qui obligent Laurent Gbagbo à composer avec un gouvernement d'union nationale et à abandonner une partie de ses prérogatives au profit d'une transition qu'il jugeait indigne. Mais, Robert Bourgi, beaucoup de choses ont découlé de Marcoussis dans la crise ivoirienne. Et lorsque vous dites que Jacques Chirac a toujours joué franc jeu avec Laurent Gbagbo, on s'aperçoit que Marcoussis n'en est pas la preuve.

Oui, mais il s'était passé pas mal de choses entre temps. Et Jacques Chirac a subi des pressions énormes du lobby cacao, du lobby du café et de tant d'autres personnes et groupes de pression.

D'Alassane Ouattara ?

Non pas du tout. Que le président Ouattara ne m'en veuille pas, mais je dirai que Jacques Chirac a toujours été un peu réservé vis-à-vis du président Ouattara. Il a toujours eu à l'esprit ce contentieux entre le président Houphouët et Alassane Ouattara. A tort d'ailleurs... Pardonnez-moi cette expression, mais Ouattara n'a jamais été la tasse de thé du président Chirac !

Mais ce que je condamne de la manière la plus ferme qui soit c'est le comportement de Villepin vis-à-vis de Gbagbo. Il a traité Gbagbo comme un boy, comme un valet de chambre, en lui disant : « *Je vais te tordre le bras. Je vais te tordre le bras ! Il faut signer !* ». Ça, c'est la première fois que je le dis, je le condamne de la manière la plus ferme qui soit. Et si Laurent Gbagbo et ses partisans, par la suite, ont eu cette attitude vis-à-vis de la France, c'est à cause de Marcoussis. Et si Dominique de Villepin m'avait caché le texte de Marcoussis, c'est qu'il savait que je ne serai jamais d'accord avec ça. On ne traite pas les Africains aujourd'hui comme ils furent traités il y a cinquante ans.

A vous écouter, on a l'impression que Villepin a aussi tordu le bras à Jacques Chirac...

Vous savez, Villepin n'aime que lui-même. J'ai fréquenté au plus près Villepin pendant dix ans. Personne ne lui est égal et au-dessus de lui, il n'y a que le Bon Dieu ! Il manipule les gens mais heureusement qu'au bout d'un certain temps, on s'en rend compte ! Cependant, c'est un charmant garçon que j'ai beaucoup aimé.

Autre épisode dramatique, c'est la crise post-électorale de 2010. Le pays est plongé en pleine crise après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle remportée par Alassane Ouattara. Laurent Gbagbo relate une conversation téléphonique entre vous deux en présence de Claude Guéant [secrétaire général à la présidence sous Nicolas Sarkozy, ndlr], conversation au cours de laquelle vous auriez conseillé à Laurent Gbagbo de ne pas s'accrocher au pouvoir. Qu'avez-vous dit alors à Laurent Gbagbo ?

C'était à la fin de 2010. Le président Nicolas Sarkozy qui me savait ami avec Laurent Gbagbo et ami avec Alassane Ouattara, me fait venir à l'Elysée et me dit : « *Robert, tu as vu j'ai un mandat de l'ONU. Les grandes puissances sont décidées à faire respecter le verdict des urnes. Est-ce que tu pourrais une dernière fois obtenir de Gbagbo qu'il accepte le verdict des urnes ? Je m'engage au nom de l'Union européenne et des Etats-Unis à ce qu'aucun mal ne lui soit fait. S'il accepte le verdict des urnes, il aura le statut d'ancien chef d'Etat, comme le président Bédié. Il pourra aller où il le désire dans le monde* ». Claude Guéant assistait à l'entretien. Nous sommes allés, lui et moi, dans son bureau et j'ai parlé à Laurent.

Et ce que je vais vous dire, vous êtes les premiers à le savoir. J'appelle Laurent et je lui dis : « *L'heure est grave. Il se prépare de grandes choses, des choses graves pour ton pays et pour toi. Accepte le verdict des urnes, tu ne peux pas aller contre le monde. Et tu auras le statut d'ancien chef d'Etat. Tu pourras aller où que tu veuilles dans le monde, tu pourras même enseigner en France. Accepte s'il te plaît* ». Et Laurent Gbagbo a eu ces mots qui m'ont blessé... Aujourd'hui lorsque j'y repense, je suis étreint par l'émotion... Il m'a répondu : « *Bob, tu diras à ton ami Sarkozy que je serai son Mugabe. Que je ne donnerai jamais le pouvoir à Ouattara, et enfin, que je suis prêt à noyer la Côte d'Ivoire dans le sang. Mais je n'accepte pas. Et d'ailleurs Bob, c'est la dernière fois que nous nous parlons* ». Et il a raccroché... Ce fut notre dernier entretien. Claude Guéant se tenait sur ma gauche et, il peut vous le confirmer, j'ai versé des larmes car je savais ce qui allait arriver. Nous sommes repartis chez le président de la République. Il a vu que j'avais les yeux rougis par les larmes et il m'a dit : « *Il verra ce qui va se passer. Nous allons le foudroyer* ».

Pensez-vous, comme l'écrit Laurent Gbagbo dans son livre, qu'il y avait une volonté de la part de Nicolas Sarkozy d'écarter Laurent Gbagbo dès le départ de cette crise politique, quitte à utiliser la force et l'armée française ?

Pas du tout, pas du tout. Lorsque le président Sarkozy a été élu en mai 2007, je lui ai dit : « *Tu sais Nicolas, la Côte d'Ivoire, il faudrait essayer d'arranger les choses, d'organiser des élections. Accepte au moins de voir Gbagbo. Vous l'avez ostracisé, vous l'avez mis au piquet... Accepte de le voir* ». Il a accepté et Claude Guéant et moi-même avons travaillé pour que cette rencontre ait lieu. Elle s'est déroulée en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Ils se sont parlés. Et Nicolas Sarkozy lui a dit : « *Je n'ai rien contre vous. Les a priori de Chirac, je ne les connais pas, les a priori du Quai d'Orsay, je ne les connais pas. Les a priori de la cellule Afrique, je ne les connais pas. Faites les élections, monsieur le président, et vous aurez la France à vos côtés* ».

Et Laurent de lui répondre : « *Je vous remercie monsieur le président. Nous allons organiser ces élections* ». Et pendant toutes les années qui ont suivi, j'ai multiplié les voyages en Côte d'Ivoire avec le soutien de Nicolas Sarkozy. Quand j'arrivais à Abidjan, Guéant appelait deux, trois fois Laurent Gbagbo pour lui demander de faire les élections. Et moi, je lui demandais la même chose. Ce qu'il n'a jamais accepté de faire. Et lorsqu'il les a organisées, voyez ce qui est arrivé...

Diriez-vous que Nicolas Sarkozy avait un penchant pour Alassane Ouattara et qu'il aurait favorisé son arrivée au pouvoir ?

Disons que chronologiquement, Nicolas Sarkozy est l'ami de Ouattara depuis vingt ou vingt-cinq ans. L'ami de Martin Bouygues (PDG du groupe éponyme). Vous voyez bien toutes les relations qu'il peut y avoir. Mais je vais vous dire une chose, la raison d'Etat prime chez Nicolas Sarkozy. Son amitié avec Ouattara n'a jamais prévalu sur la raison d'Etat.

La France n'a jamais joué Ouattara contre Gbagbo en 2010 ?

Je vous assure que la France n'a jamais joué Ouattara contre Gbagbo. C'est lorsque le verdict des urnes a été foulé du pied par Laurent Gbagbo et ses partisans que le président Sarkozy, allié aux autres leaders européens et aux Etats-Unis, ont décidé d'en finir. Mais il n'y a jamais eu d'*a priori* de Sarkozy contre Gbagbo et pour Ouattara. Et d'ailleurs, Nicolas Sarkozy me disait : « *Je me demande comment tu fais, Robert, pour être ami avec Ouattara, tu lui rends visite à Mougins, tu lui rends visite avenue Victor Hugo, et tu vas voir Gbagbo !* ». Et j'ajoute un détail intéressant : je voyais Ouattara tout le temps. Et tout le temps, Gbagbo me le reprochait ! Mais jamais Alassane Ouattara et Dominique Ouattara ne m'ont fait le reproche d'être souvent présent à Abidjan et d'aider Laurent Gbagbo, d'essayer de le soutenir, de l'appeler à un peu plus de raison et de sagesse. Le reproche venait toujours de Gbagbo, mais jamais Ouattara ne m'a fait quelques reproches que ce soit.

Pour en finir avec les rapports complexes entre les présidents français et Laurent Gbagbo, il y a un épisode important qu'il faut rappeler, c'est l'attaque de l'aviation ivoirienne sur la base française de Bouaké, en novembre 2004. Bombardement qui a coûté la vie à neuf soldats français. Jacques Chirac est alors président, et cette affaire déclenche une crise entre les deux pays. Dans son livre, Laurent Gbagbo, affirme non seulement qu'il n'est pour rien dans ce bombardement mais que la France aurait quelque chose à se reprocher et à cacher, dès l'instant où elle a laissé fuir les pilotes biélorusses des appareils ivoiriens. Y a-t-il eu, selon vous, une manipulation française derrière cette histoire, comme semble le penser l'ex-président ivoirien ?

Un seul mot : Ridicule. Ce qu'a dit Laurent Gbagbo est ridicule.

Mais le fait est que les pilotes biélorusses ont pu se rendre au Togo et qu'une fois là-bas, alors qu'ils avaient été arrêtés et que les autorités togolaises étaient disposées à les livrer à la France, Paris n'en a pas voulu. N'est-ce pas troublant ?

Newsletter Recevez toute l'actualité internationale directement dans votre boîte mail

Imaginez-vous un seul instant le président français, qui plus est Jacques Chirac, faisant tuer des soldats français pour une manipulation grossière ? Franchement c'est ridicule ! Je ne comprends pas pourquoi Laurent Gbagbo avance cette thèse.

Mais pourquoi ces pilotes ont-ils été laissés en liberté ?

Je ne le sais pas. Je n'ai aucune réponse à cela... Mais disons qu'autour du président Gbagbo, il existait des gens capables d'imaginer des choses aussi sordides et de les mettre en œuvre. Mais Jacques Chirac non, pas du tout. S'il vous plaît...

Un mot de conclusion sur Laurent Gbagbo. Aujourd'hui, l'ex-président est en détention à La Haye, inculpé par la CPI, qu'est ce que cela vous inspire ?

J'en ai parlé avec Alassane Ouattara et son épouse, cela me peine de savoir Laurent incarcéré. L'âge est là, les années passent... Le vœu que je formule, c'est qu'il y ait la paix dans ce pays. Je suis allé récemment en Côte d'Ivoire et j'ai rencontré les partisans de Laurent Gbagbo. Ils en ont assez de cet état de tension. Et j'espère que Laurent Gbagbo ne restera pas longtemps à La Haye. Cela aidera à la paix en Côte d'Ivoire. C'est le vœu que je formule.

